



Montréal, le 28 janvier 2022

Monsieur François Legault

Premier ministre du Québec

Conseil exécutif - Édifice Honoré-Mercier

835, boulevard René-Lévesque Est

Québec (QC) G1A 1B4

Objet :L'opportunité de revenir sur une mauvaise décision

Monsieur le Premier ministre,

Vous nous avez annoncé, par l'entremise de l'un de vos conseillers politiques, le 17 décembre dernier, l'abandon définitif de la réforme du mode de scrutin. Depuis, ni vous, ni la ministre responsable, ni aucun représentant de votre gouvernement ne s'est exprimé publiquement pour justifier cette décision. Aucun point de presse, aucune entrevue, aucun communiqué! Conséquemment, nous espérons que la rentrée parlementaire sera l'occasion de clarifier les raisons de votre reniement ou, et c'est notre plus grand souhait, de revenir sur votre décision.

Nous savons que la décision de saboter la réforme du mode de scrutin a été prise au printemps 2021. Mais, on nous a laissé croire qu'il n'en était rien! Votre manière de procéder inspire le cynisme, rien de moins. Vous avez choisi de laisser trainer silencieusement les choses pendant des mois, de nous laisser réclamer et espérer pour, finalement, attendre la veille de Noël pour vous délester, en catimini, de votre promesse, sans le début d'une explication, sauf celle de prétendre faussement la veille, dans une entrevue diffusée le 27 janvier, que votre engagement se résumait à déposer un projet de loi! Cela témoigne d'un manque d'honnêteté et de considération pour toutes celles et ceux qui réclament cette réforme fondamentale et la promeuvent avec vous et votre parti depuis très longtemps. Nous nous souvenons très bien, car nous y étions, de votre signature de l'entente transpartisane au sein même de notre Parlement, le 9 mai 2018. Vous disiez alors, rappelez-vous, vouloir lutter « pour qu'il n'y ait pas un gouvernement élu par une minorité qui prenne des décisions pour une majorité »¹. Qu'en est-il désormais que c'est vous le « gouvernement élu par une minorité qui prend des décisions pour une majorité » ?

¹ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1100099/partis-opposition-quebec-reforme-scrutin-proportionnel-mixte>

Mais pire que la désinvolture avec laquelle vous traitez vos engagements électoraux, votre parole ou votre signature, c'est le fond des choses qui nous révolte. Rien ne justifie que vous ayez décidé d'abandonner à tout jamais le projet de réforme électorale. Nous comprenons que les travaux relatifs à la réforme aient été impactés par la pandémie, mais il est manifeste que votre intention est d'utiliser cette-dernière comme un prétexte pour vous en débarrasser. Tout porte à croire que maintenant que vous êtes bien installé au pouvoir, vous la jugez gênante en regard de vos intérêts partisans. Voici la source de notre colère et la raison de cette lettre.

Car, malgré tout, nous voulons encore croire que vous pouvez honorablement revenir sur cette décision et préserver ainsi intactes vos convictions, votre parole et votre héritage politique. Vous savez ce que l'on dit : « les politiciens pensent à la prochaine élection, les hommes et les femmes d'État à la prochaine génération ». Sachez que la prochaine génération ne craint pas l'avènement d'une démocratie plus mature; qu'elle est tannée des insultes, des étiquettes et des quolibets lancés à l'Assemblée nationale; qu'elle a soif de débats intelligents et de consensus; qu'elle craint davantage des gouvernements (faussement) majoritaires à répétition que des gouvernements minoritaires à répétition; qu'elle veut une Assemblée nationale qui reflète le poids réel de ses convictions diversifiées; et qu'elle veut que chacun de ses votes compte. Voici, Monsieur le Premier ministre, l'espoir que vous sacrifiez avec l'abandon de la réforme électorale.

Au nom des membres du Mouvement Démocratie Nouvelle, des centaines de milliers d'adhérents des organisations alliées de la *Coalition pour une réforme électorale maintenant !* et des millions de Québécoises et Québécois qui veulent une vraie démocratie pour notre peuple, nous vous demandons de revenir sur votre décision. Nous réclamons que vous reveniez sur votre choix d'abandonner définitivement la partie et que vous vous engagiez à entamer l'étude du projet de loi 39 dès qu'il sera possible de le faire, idéalement dans la présente Législature ou, tout au moins, dès le début de la prochaine, à l'automne de cette année, le tout pour application comme vous l'aviez prévu pour l'élection générale de 2026. Dans le cas contraire, nous jugeons que la population que vous devez servir, mérite minimalement une explication claire et honnête, à l'inverse de vos agissements des dernières semaines.

Veuillez recevoir, Monsieur le premier ministre, nos sincères salutations.

Jean-Pierre Charbonneau (Président), Françoise David (Vice-présidente), Sylvie Cantin (Vice-présidente), Luc Bordeleau (Trésorier), Marie-Claude Bertrand (Secrétaire), Mireille Bénard, Jean-François Delisle, Charles-Émile Fecteau, Henri Milner, Jean-Benoit Ratté et Shahad Salman (administrateurs).